

i.A.22.14.7.3.-CB/BRS

Bern, den 5. Juni 1989

VERTRAULICHInformations hebdomadaires 23/89

<u>I n d e x :</u>	<u>P a g e</u>
1) Conférence ministérielle de l'OCDE, Paris les 31 mai et 1er juin 1989	2
2) Evaluation du IIIe Sommet de la Francophonie	6
3) 25ème Assemblée annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque africaine de développement et 16ème Assemblée annuelle du Fonds africain de développement, Abuja, 29 au 31 mai 1989	8
4) 15. Tagung des PNUE-Verwaltungsrates	10
5) Conférence des plénipotentiaires de l'Union inter- nationale des télécommunications, 23 mai au 29 juin 1989 à Nice	13



Conférence ministérielle de l'OCDE
Paris, les 31 mai et 1er juin 1989

Le Président Delamuraz et le Conseiller fédéral Felber, pendant la première demi-journée S.E. Blankart, ont dirigé la Délégation suisse à Conférence ministérielle OCDE, tenue à Paris les 31 mai et 1er juin.

La Ministérielle 89 a réussi à éviter dans le domaine des échanges que les différends commerciaux opposant le Japon, fortement pris à partie, d'abord aux USA (législation super-301) mais aussi à la CEE (Dumping) ne viennent bloquer les efforts internationaux visant le renforcement du système commercial et plus spécifiquement le succès de la négociation Uruguay. Elle a réussi aussi à exprimer en relation avec l'environnement une claire convergence des préoccupations et des politiques nationales.

La Ministérielle 89 n'a en revanche pas réussi à marquer un renforcement de la coopération internationale économique particulièrement nécessaire en raison de pressions et de menaces nombreuses (inflation, déséquilibres persistants, différends commerciaux). La Conférence a par ailleurs montré les limites auxquelles se heurte l'OCDE quand on cherche à y forcer des progrès dans des dossiers négociés en dehors d'elle tel que le commerce (négociation Uruguay au GATT), ou préparés largement en dehors d'elle tel l'endettement (FMI et prochain Sommet économique).

L'appréciation de la situation économique mondiale fait apparaître une convergence de vues certaine sur l'évolution satisfaisante, voire bonne qui persiste. Cela vaut largement également pour les menaces que constituent les pressions inflationnistes, la persistance de déséquilibres importants et aussi la

continuation dans plusieurs pays de taux de chômage élevés. Mais par rapport aux politiques nationales à mettre en

oeuvre, les divergences sont évidentes portant sur l'articulation et la pondération des "policy mix" comprenant la politique monétaire dont les limites sont apparentes, mais aussi la politique fiscale/budgétaire et les politiques structurelles.

Nonobstant une acceptation du principe de la surveillance par l'OCDE des politiques macro-économiques et plus récemment des politiques structurelles, les résistances nationales sont clairement apparues lors de la rédaction commune du communiqué. S'agissant de recommandations se fondant sur une analyse objective du Secrétariat ou encore traduisant une pression de ses pairs ("Peer pressure"), la réticence est certaine.

En matière d'échanges internationaux également la situation de base est assez réjouissante. Les chiffres indiquent une croissance continue bien qu'un peu affaiblie. Dans une situation de concurrence internationale accrue, le déséquilibre des flux d'importations et d'exportations, se traduisant par des surplus appréciables (Japon, RFA) qui ne se résorbent pas ou trop lentement, alimente des pressions protectionnistes difficilement contenables. La législation américaine super 301 en est aujourd'hui une manifestation particulièrement visible et préoccupante. L'attention s'est focalisée sur les implications de sa mise en oeuvre, unilatérale ou en conformité avec les principes du multilatéralisme.

Mais sous-jacente et beaucoup plus préoccupante réside la question de la volonté et de la capacité véritables des gouvernements d'accorder la priorité réelle au multilatéralisme. La Ministérielle 89 n'est pas parvenue à fournir une réponse claire. L'écart entre les déclarations ministérielles généralement ouvertes et positives d'une part et l'âpreté de la négociation sur les passages commerciaux du communiqué d'autre

part, laisse rêveur (ce que n'a pas manqué de relever le Directeur général du GATT).

Aux termes d'une discussion fournie entre ministres qui constitue une première, l'attention vouée à l'environnement au sein de l'OCDE a reçu un encouragement politique certain et largement unanime. L'actualité politique conduit à mettre en exergue aujourd'hui la composante qualitative de la croissance. L'avantage comparatif de l'OCDE par rapport aux nombreux forums qui traitent d'environnement réside en sa capacité d'analyse. Dans une perspective d'ensemble des différents volets de la politique économique (commerciale, technologique, industriel...) qui est celle de l'Organisation, sa contribution doit permettre d'asseoir la politique écologique sur une base économique saine.

Les relations des pays de l'OCDE avec les pays et économies non membres n'a pas reçu l'attention qu'elles méritent. Cela tient à des faiblesses d'organisation et de direction des débats, un temps considérable ayant été consacré à une rédaction prolongée à haut niveau des passages contestés du communiqué (en particulier sur les échanges). En clair: il est regrettable que la présence de ministres n'ait pas pu être mise à profit pour une discussion de substance en particulier sur les relations avec les pays de l'Est européen où une évolution économique incertaine certes mais prometteuse est en cours.

La Suisse s'est située dans l'axe général de la Ministérielle 89 :

- elle y a trouvé très largement la confirmation de sa propre analyse économique;
- la reconnaissance internationale de la nécessité de mieux intégrer les préoccupations écologiques dans la formulation de la politique économique correspond à une réalité politique nationale;

- il y a lieu de se féliciter que la poursuite de la négociation Uruguay ne se soit pas trouvée bloquée;
- ne se trouvant pas directement sur la ligne de tir des controverses en particulier commerciales, les délégués suisses ont pu jouer un rôle dans la recherche de formules de compromis.

La Suisse doit pourtant se montrer préoccupée de la conviction toute relative qui anime la coopération intergouvernementale effective dès qu'apparaissent des divergences, voire des tensions par rapport aux lignes de force nationales des politiques économiques individuelles.

En définitive, bien que la prise de température de la coopération économique internationale n'ait pas été concluante lors de la Ministérielle 89, l'OCDE reste un cadre très valable de concertation notamment avec les représentants des pays membres du Sommet économique. L'OCDE reste aussi un forum où s'articule une coopération sur des problèmes d'actualité économique et où doit s'exprimer le ferme soutien des principaux partenaires économiques aux principes d'inspiration libérale inspirant le volet global et multilatéral de la vie économique.

Evaluation
du IIIe Sommet de la Francophonie

Le Troisième Sommet de la Francophonie, tenu à Dakar du 24 au 26 mai 1989, s'est déroulé sans incidents, et a constitué l'aboutissement satisfaisant d'un long travail de préparation et de négociation sur les mécanismes institutionnels de la Francophonie.

La réunion de Dakar a avant tout souligné la dimension Nord-Sud et l'importance du développement dans la coopération francophone internationale, aspects dorénavant prépondérants dans l'ensemble des activités de la Francophonie. C'est dans ce contexte que le Président Mitterrand a voulu frapper les esprits en annonçant (comme le Canada l'avait fait au Sommet de Québec) qu'il proposera au Parlement français d'annuler les 16 milliards de FF de dettes publiques des 35 pays les plus pauvres d'Afrique, francophones ou non.

Les résolutions politiques, négociées au cours de la Conférence ministérielle préparatoire du 22 mai 1989, n'ont guère été débattues, le consensus s'étant établi sur des textes peu polémiques. L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), en cours de rénovation, a été renforcée dans son rôle de seule organisation internationale intergouvernementale de la Francophonie, et le Sommet a accordé son blanc seing à l'ensemble des projets de coopération qui lui ont été soumis. Manifestation d'envergure plus solennelle qu'opérationnelle, le Sommet a ainsi entériné les orientations qui lui étaient proposées, en mettant l'accent sur l'éducation et la formation au service du développement du Sud.

La participation à part entière de la Suisse a été saluée à diverses reprises, et nos réserves en matière politique bien comprises. Au cours des débats, nous sommes intervenus sur l'environnement pour rappeler, malgré les réticences des pays africains, l'importance de la Convention de Bâle sur les déchets toxiques, en particulier dans la perspective d'une Conférence des ministres francophones chargés de l'environnement, dont le principe, proposé par la France, a été accepté par le Sommet. Nous avons en outre mis l'accent sur les droits de l'homme, en annonçant la mise en place de projets de coopération juridique. Le Président de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique, le Conseiller d'Etat Cavadini, a annoncé l'intérêt accru des cantons suisses à divers projets, en particulier dans les domaines culturels, d'éducation et de formation.

En coulisse, nous avons aussi fait état des contributions financières suisses à la Francophonie, que nous entendons développer. On comptabilise actuellement plus de 10 Mio de Frs par an d'aide bilatérale au développement correspondant aux orientations retenues dès le Sommet de Paris, et 1 Mio de Frs supplémentaires attribués à des projets francophones issus des trois Sommets. Le temps à disposition d'ici au 4e Sommet (Kinshasa, automne 1991) devra nous permettre d'augmenter notre participation à différentes actions, en mettant notamment l'accent sur la formation professionnelle et le suivi des projets.

On notera que la Suisse a été élue à une des six vice-présidences du Sommet. Bien plus, nous avons été élus au Comité du Suivi, organe directeur de la Francophonie entre les Sommets, composé de 16 membres.

25ème Assemblée annuelle du Conseil des Gouverneurs de la BAD
et 16ème Assemblée annuelle du FAD, Abuja, 29 au 31 mai 1989

La 25ème Assemblée annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD) et la 16ème Assemblée annuelle du Fonds africain de développement (FAD) se sont tenues du 29 au 31 mai 1989 à Abuja, capitale de la République fédérale du Nigéria. La délégation Suisse était conduite par l'Ambassadeur P.-L. Girard. Ces Assemblées furent aussi marquées par la commémoration du 25ème anniversaire de la création de la BAD. Les déclarations des Gouverneurs ont porté, notamment, sur la poursuite de la crise économique et financière du continent africain, sur les activités opérationnelles de l'année écoulée et sur les recommandations d'un Comité de Sages sur le rôle futur du Groupe de la Banque africaine de développement.

Sur le premier point, les Gouverneurs se sont montrés très préoccupés par une nouvelle diminution du PNB par habitant en 1988 et par une augmentation de la dette extérieure qui se situe actuellement à environ 240 mrd de dollars. A cet égard, aucune nouvelle proposition de désendettement n'a été formulée par les pays créanciers notamment par les Japonais, les Américains et les Français, ces derniers se contentant de répéter les récentes déclarations du Président Mitterand au sommet de Dakar.

Sur le plan des activités opérationnelles, les Gouverneurs ont relevé avec satisfaction que la part des prêts hors-projet est pratiquement retombée aux limites convenues; sur le plan financier, ils ont salué l'introduction de diverses mesures qui contribueront à améliorer la gestion de l'institution, notamment l'introduction d'un taux d'intérêt variable sur prêts et d'un système de mise en commun des risques de change. A noter également que pour la première fois, les arriérés sur prêts ont fait l'objet d'une provision de 10%. Ceci dit, ils ont rappelé que la survie de la BAD dépendra essentiellement de la qualité de son portefeuille, respectivement de la capacité de remboursement des pays emprunteurs dont la plupart éprouvera beaucoup de peine à sortir de la grave crise financière que traverse le continent africain.

S'agissant du Comité des Dix Sages, son rapport se distingue par deux séries de recommandations, l'une au titre d'une première phase couvrant la période 1989-91, visant à consolider les acti-

vités actuelles, à développer le rôle de catalyseur de la BAD par une mobilisation soutenue de ressources financières et à améliorer la qualité des projets; dans une deuxième phase, au-delà des années 90, les recommandations du Comité des Dix visent à étendre les activités de la BAD notamment en matière d'intégration économique et d'élaboration de politique générale de développement en qualité de source de référence en Afrique. Si les Gouverneurs non régionaux (y compris la Suisse) ont salué la plupart des propositions relatives à la première phase, ils ont par contre formulé de nettes réserves en ce qui concerne la promotion du secteur privé, le financement des échanges ainsi que les propositions au titre de la deuxième phase.

15. Tagung des PNUE-Verwaltungsrates

1. Umweltbelange zählen spätestens seit 1988 zu den zentralen Punkten auf der internationalen politischen Tagesordnung. Damit erfuhr auch das Umweltprogramm der Vereinten Nationen (PNUE/UNEP) als Instrument des UNO-Systems und der Staatengemeinschaft für die Ueberwachung von Umweltentwicklungen und für die Auslösung und Koordinierung von Massnahmen zur Behebung und Verhinderung von Fehlentwicklungen eine verdiente und willkommene Aufwertung. Aeusseres Zeichen dafür ist die Zunahme der freiwilligen Beitragszahlungen an den Umweltfonds zur Finanzierung des Arbeitsprogramms des PNUE: Sie bewegten sich jahrelang um die Summe von 30 Millionen Dollar herum. Im Jahre 1988 stiegen sie auf 35 Millionen und werden 1989 den Betrag von 40 Millionen erreichen. Der Exekutivdirektor wurde schliesslich ermächtigt, für 1992/93 ein Arbeitsprogramm auszuarbeiten, das von einer jährlichen Beitragsleistung an den Fonds von 100 Millionen ausgeht.

An der 15. Tagung des PNUE-Verwaltungsrates (Nairobi, 15.-26. Mai 1989) nahmen Vertreter von 54 der 58 Mitgliedstaaten (darunter der Schweiz) und von 59 weiteren Staaten teil, 44 davon auf Ministerebene. Ferner waren 34 zwischenstaatliche Organisationen und 29 internationale nicht-staatliche Organisationen vertreten.

Ein Schwerpunkt der Debatte war denn auch die Rolle des PNUE und die Festsetzung seiner Prioritäten. Nachdem die nächste ordentliche Tagung erst 1991 (20.-31. Mai) vorgesehen ist, wurde angesichts der raschen Entwicklungen in der Umweltdiskussion die Durchführung einer kurzen Sondersession im Frühsommer 1990 beschlossen. Ferner sollen, als weitere Massnahme zur Stärkung des PNUE, versuchsweise auch dem Büro des PNUE-Verwaltungsrates Koordinationsaufgaben im UNO-System übertragen werden.

2. Als wichtigste Beschlüsse des Verwaltungsrates zu Handen von ECOSOC und UNO-Generalversammlung seien erwähnt:
 - Aushandlung eines internationalen Abkommens im Bereich der Klima-
veränderungen auf der Grundlage der Arbeiten des von PNUE und OMM

- einberufenen Gremiums von Regierungsvertretern (Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC) mit seinen drei Arbeitsgruppen (wissenschaftliche Grundlagen/Auswirkungen/Gegenmassnahmen) und insgesamt 13 Fachgruppen, deren erste Phase mit der Veröffentlichung eines Berichtes im Spätherbst 1990 zum Abschluss kommen wird.
- Einberufung einer Expertengruppe zur Ausarbeitung eines internationalen Abkommens zur Erhaltung der Artenvielfalt.
 - Durchführung einer UNO-Konferenz über Umwelt und Entwicklung (UNCED) im Mai/Juni 1992, 20 Jahre nach der Umweltkonferenz von Stockholm, an einem noch zu bestimmenden Ort (möglicherweise einem Entwicklungsland wie Brasilien), die in der Erwartung zahlreicher Staaten auch als Rahmen für die Verabschiedung und Unterzeichnung der beiden erwähnten Konventionen dienen soll. Der Verwaltungsrat arbeitete eine Themenliste für die Konferenz aus. Ein allen Staaten offenstehendes Komitee wird die Konferenz vorbereiten. Ferner sollen ein Sondersekretariat in Genf und ein Fonds zur Finanzierung der Vorbereitungsarbeiten eingerichtet werden.
 - Auftragserteilung an das PNUE zur Weiterentwicklung seiner Rolle als multilaterales Instrument zur Vermittlung von Information, Ausbildung und technischer Hilfe an Entwicklungsländer in Bereichen wie Abfallentsorgung und -verhinderung oder den umweltgerechten Einsatz von chemischen Hilfsstoffen in der Landwirtschaft.
 - Prüfung der Notwendigkeit und der allfälligen Aufgaben eines UNO-Einsatzzentrums für Umweltkatastrophen, ein Vorstoss der UdSSR, der namentlich mit schweizerischer Unterstützung eingereicht wurde.
 - Neuorientierung der Aufgaben des PNUE bei der Bekämpfung der Wüstenbildung und der Zerstörung tropischer Regenwälder, zweier Problembereiche, die in einem engen Zusammenhang stehen mit jenen der Klimaveränderung und der Erhaltung der Artenvielfalt. Besonders betroffene Staaten setzten im übrigen ihr ganzes Verhandlungsgeschick ein, um die Erwähnung der tropischen Regenwälder als globales Umweltproblem auf ein Minimum zu beschränken, und sie waren es auch, die mit besonderer Insistenz die Umweltrelevanz des Weltwirtschaftssystems und der Schuldenkrise betonten.
3. Die Grundthese, dass eine wirtschaftliche Entwicklung nur dauerhaft sein kann, wenn sie umweltgerecht ist, wird von Entwicklungsländern relativiert durch die Einschränkung, dass sie nicht als Vorwand für

neue Auflagen in der Entwicklungszusammenarbeit dienen dürfe. Eine Umschreibung des Begriffes "sustainable development" durch den Verwaltungsrat zu Handen der UNO-Generalversammlung enthält denn auch eine ausdrückliche Ablehnung von jeglicher zusätzlicher "conditionality". Dazu gaben die USA eine von der Schweiz unterstützte Erklärung ab, wonach alles nur mögliche vorzukehren sei, um die Verursachung von bleibenden Umweltschäden in den Empfängerländern durch Projekte der multilateralen und bilateralen Entwicklungszusammenarbeit zu vermeiden.

Schliesslich bekräftigt auch der Verwaltungsrat des PNUE die Notwendigkeit eines systematischen Einbezugs der Entwicklungsländer in die immer komplexer werdenden internationalen Umweltbestrebungen. Die Industriestaaten haben ein Interesse daran, die Teilnahme von Vertretern aus der Dritten Welt, wenn nötig, auch durch finanzielle Unterstützung zu fördern.

Conférence des plénipotentiaires de l'Union internationale
des télécommunications, 23 mai - 29 juin 1989 à Nice

Suite à ferme détermination des Etats occidentaux (dont Etats de la Communauté européenne - en particulier de la France, hôte de la Conférence -, des Etats nordiques, des neutres européens, ainsi que de l'Australie) de ne pas accepter l'exclusion ou la suspension d'Israël - possibilité que ne prévoit pas la Convention de l'UIT -, demandée par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Syrie, les Etats arabes ont accepté d'un commun accord de renoncer à la demande qu'ils avaient formulée. Cette renonciation a été faite expressément afin que la Conférence puisse consacrer ses travaux aux problèmes techniques et notamment dans l'espoir que les énormes besoins des pays en développement en matière de coopération technique soient dûment considérés. La situation des télécommunications dans les territoires occupés devra être également soigneusement étudiée dans les travaux des Commissions.

K. JACOBI

Referenzen und Initialen

p.B.58.06.4 - DY/RJ

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
X	X			
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
Secrétariat pol.	1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					

Directives politiques hebdomadaires no 18/1989 du 5.6.89

I. Evénements en Chine

Au terme de sa séance d'aujourd'hui, durant laquelle il a évoqué la situation en Chine, le Conseil fédéral a fait la déclaration suivante : "Le Conseil fédéral a appris avec consternation l'intervention brutale de l'Armée populaire chinoise contre les manifestants non-violents de la place Tien An Men à Pékin.

Le Conseil fédéral condamne cette répression violente des revendications démocratiques du peuple chinois qui frustre les espoirs suscités par les réformes entreprises en Chine ces dix dernières années.

Devant l'aggravation tragique de la situation, il exprime sa vive préoccupation aux autorités chinoises et, au nom des principes humanitaires les plus élémentaires, il lance un appel à la modération et au respect des droits de l'homme, en espérant que la voie du dialogue l'emportera sur celle de la force."

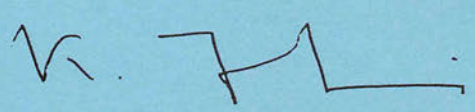
II. Conférence ministérielle de l'OCDE à Paris

Président Delamuraz et Conseiller fédéral Felber ont dirigé la Délégation suisse à Conférence ministérielle OCDE, tenue à Paris les 31 mai et ler juin.

5.02 80 000 - 10000

Datum:	5.6.89
Tel. intern.	30.41.

Visum:



Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Ja

Nein

Norm.

Dring.

Flash

2

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

En sa qualité de Président, M. Delamuraz a été reçu par le Chef de l'Etat français et a eu avec lui un échange de vues en particulier sur les questions européennes.

La ministérielle de l'OCDE a notamment fait apparaître une convergence de vues sur l'évolution satisfaisante qui persiste. La situation de base assez réjouissante des échanges internationaux a également été constatée, mais l'attention s'est aussi portée sur les pressions protectionnistes. La protection de l'environnement a reçu un encouragement politique certain et largement unanime au sein de la conférence.

III. Sondersitzung der Zehnergruppe

1. Die Finanzminister und Notenbankgouverneure der Laender der Zehnergruppe, welcher die wichtigsten westlichen Industrielaender angehoren, trafen sich am 2. Juni 1989 in Bern zu einer ausserordentlichen Tagung. Die Schweiz, die seit 1984 Vollmitglied der Zehnergruppe ist, wurde durch Herrn Bundesrat Otto Stich, Vorsteher des Eidgenoessischen Finanzdepartementes, der die Zehnergruppe praesidiert, sowie durch Herrn Markus Lusser, Praesident des Direktoriums der Schweizerischen Nationalbank, vertreten. An der Tagung nahmen auch Delegierte des Internationalen Waehrungsfonds (Camdessus), der Weltbank (Stern), der Organisation fuer wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (Vindel), der Bank fuer Internationalen Zahlungsausgleich (Lamfalussy) un der Kommission der Europaeischen Gemeinschaft (Christophersen) als

Datum 5.6.89

Visum

Teil intern 30.41

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Faktura

Text erg.

F. I.

Absender

Seite-Nr.

3

Ja Nein

Norm. Dring. Flash

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

--	--	--	--	--	--

Beobachter teil.

2. Das Haupttraktandum der Tagung war die Pruefung eines Berichtes der Stellvertreter der Finanzminister und Notenbankgouverneure ueber die Rolle des IWF und der Weltbank im Rahmen der Schuldenstrategie. Der Bericht wurde verabschiedet und die Minister und Gouverneure stimmten einer Erklaerung zu, welche die Fortschritte bei der Vorbereitung der neuen Strategie festhielt und die spezifische Rolle von IWF und Weltbank praezisierte. Der IWF soll die Hauptverantwortung fuer die Beratung der Mitgliedlaender bezueglich der Ausarbeitung makrooekonomischer Programme tragen; die Weltbank ist hauptsaechlich fuer Reformen verantwortlich, die den Erfolg der Entwicklungspolitikern und eine optimale Ressourcenallokation sowohl im oeffentlichen als auch im privaten Sektor sicherstellen sollen. Die Minister und Gouverneure begruessten das Zustandekommen eines Abkommens zwischen IWF und Weltbank, das die Regeln der Zusammenarbeit zwischen beiden Institutionen verbindlich festlegt.

IV. KSZE: Erstes Treffen der Konferenz ueber die Menschliche Dimension, Paris, 30. Mai - 23. Juni 1989

Am 30. Mai ist in Paris das erste Treffen der Konferenz ueber die Menschliche Dimension der KSZE von Praesident Mitterrand im Beisein von etwa 20 Aussenministern feierlich eroeffnet worden. Paris ist das erste von drei Treffen (Fortsetzung 1990 in Kopenhagen und 1991 in Moskau), welche zur Aufgabe haben, die Einhaltung der

Datum: 5.6.89

Visum:

Teil intern: 30.41

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Four horizontal lines for entering references and initials.

Four horizontal lines for entering the address.

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.L.	Absender	Seite-Nr.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		4
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

KSZE-Bestimmungen im Bereich der Menschenrechte und der menschlichen Kontakte zu ueberpruefen, sowie das Funktionieren des am Wiener KSZE-Folgetreffen verabschiedeten Kontrollmechanismus zu eroertern. Eine weitere Aufgabe ist die Pruefung neuer Vorschlaege.

JAC hat seitens der Schweiz die Eroeffnungsrede gehalten. Dabei hat er insbesondere darauf hingewiesen, dass sich die Schweiz in Paris von zwei Gedanken leiten laesst: Realismus und Ehrgeiz. Realismus insofern, als nicht erwartet werden kann, dass nur 4 Monate nach Abschluss des Wiener Folgetreffens saemtliche Verpflichtungen bereits in die Praxis umgesetzt worden sind, deshalb wird es kaum zu erwarten sein, dass das Pariser Treffen neue, weit ueber die Bestimmungen des Schlusssdokuments von Wien hinausgehende Verpflichtungen verabschieden wird. Paris soll primaer dazu dienen, Bilanz zu ziehen. Dennoch ist eine gewisse Ambition angezeigt, denn Paris soll gleichzeitig als Plattform dienen, an der substantielle, neue Ideen vorgebracht werden, Ideen, die einen Reifeprozess via Kopenhagen und Moskau bis hin zum naechsten KSZE-Folgetreffen in Helsinki benoetigen. Dabei denkt die Schweiz insbesondere an die Einfuehrung vertrauensbildender Massnahmen (VBM) auf dem Gebiet der Menschenrechte, aehnlich dem System wie es im militaerischen Bereich bereits Gang und Gaebe ist. Vorstellbar sind etwa die Entsendung von Beobachtern an Prozesse oder Besuche bei Gefangenen. JAC hat in seiner Rede zudem deutlich gemacht, dass die ausdrueckliche Weigerung Rumaeniens, sich an die Abmachungen von Wien zu halten und damit eine KSZE "à la carte"

Datum 5.6.89
Tel. intern 30.41

Visum:

2076
898

10/7 30.000 100/85

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.	Absenber	Seite-Nr.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	5
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

anzusteuern, unannehmbar ist.

Zusammen mit anderen westlichen bzw. neutralen Rednern, hat auch der Vertreter der Schweiz die erfreuliche Entwicklung in gewissen Ländern Osteuropas positiv gewuerdigt und gleichzeitig festgestellt, dass noch viel zu tun bleibt. Sowohl anlaesslich der Er-oeffnungsreden wie auch an den anschliessenden Debatten war der Ton zwar zeitweise hart, im Vergleich zu frueheren Jahren jedoch sachlich. Eine Ausnahme dazu bilden Rumaenien, Bulgarien und die Tuerkei. Rumaenien wehrt sich verbissener denn je gegen jegliche "Einmischung in Innere Angelegenheiten". Bemerkenswert ist, dass keines der sozialistischen Bruderlaender dem bedraengten Rumaenien zu Hilfe kommt. Das Problem der tuerkischen Minderheit in Bulgarien veranlasst die Delegierten der beiden betroffenen Laen- dern, sich Redeschlachten zu liefern, wie sie aus frueheren KSZE- Treffen hinlaenglich bekannt sind. Zur Loesung der Probleme tragen sie freilich nichts bei.

Aehnlich dem Vorprellen mit neuen Vorschlaegen in anderen Foren, hat die UDSSR durch am Schewardnadse die Idee Europas als eines "einheitlichen Rechtsraumes" in die Eroeffnungrede eingewoben. Ob es sich dabei um mehr als nur ein medientraechtiges Schlagwort handelte, wird in den naechsten Wochen auszuhorchen sein. Schweizerseits sind informelle Konsultationen bezueglich allfael- lige Unterstuetzung eines VBM-Vorschlages noch im Gange. Zudem wird die Schweiz in der zustaendigen Arbeitsgruppe ihre Erfah- rungen mit der Anwendung des Kontrollmechanismus zur Diskussion

5.6.89 00.000 10000	Datum: 5.6.89	Visum:
	Tel. intern 30.41	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Priorität

Norm.	Dring.	Flash

Faktura

Text erg.

F.L.

Absender

Seite-Nr.

6

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

bringen. Wir werden darauf zu einem spaeteren Zeitpunkt zurueck-
kommen. Selbstverstaendlich wird sich die Delegation in Paris um
die Regelung ungeloeester bilateraler Faelle bemuehen.

Wir danken allen Botschaften, die durch ihre Berichterstattung zur
Vorbereitung des Pariser Treffens beigetragen haben. Wir waeren
den Missionen in den Hauptstaedten Osteuropas dankbar, wenn sie
von jeglicher Korrespondenz betreffend Menschenrechte der KSZE-
Delegation in Paris direkt eine Kopie zustellen wollten.

V. Auslieferungsfall Kashoggi

Die juengsten Entwicklungen im Auslieferungsfall Kashoggi (K)
gestalten sich wie folgt:

1. Das Auslieferungsgesuch der amerikanischen Justizbehoerden ist
am 31. Mai und somit fristgerecht beim Bundesamt fuer Polizeiwesen
(BAP) eingetroffen. Eine Vorpruefung des 243-seitigen Dokuments
durch das BAP hat ergeben, dass es formell in Ordnung ist und ma-
teriell zumindest einen auslieferungsfaehigen Tatbestand auf-
fuehrt, naemlich Urkundenfaelschung. K wird nun zum Gesuch Stel-
lung nehmen koennen. Anschliessend trifft das BAP die Ausliefe-
rungsverfuegung, die K an das Bundesgericht weiterziehen kann.
2. K bleibt vorderhand in Auslieferungshaft. Das BAP hat sein
Haftentlassungsgesuch am 24. Mai abgelehnt.
3. Der saudiarabische Botschafter hat am 1. Juni bei Staatssekre-

Datei	Datum	5.6.89	Visum
	Teil intern	30.41	

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert: _____
Priorität: _____
Faktura _____ Text erg. _____ F.I. _____
Ja Nein Norm. Dring. Fresh

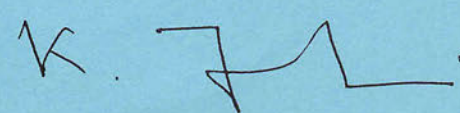
Absender: _____
Seite-Nr. 7

Empfängercode _____
Empfängercode _____
Empfängercode _____
Empfängercode _____
Empfängercode _____
Empfängercode _____

taer Jacobi (JAC) vorgesprochen, um sich erneut fuer eine Haft-
entlassung K's gegen Kautio zu verwenden. JAC hat ihm den
inzwischen ergangenen Entscheid des BAP erlaeutert (den er nicht
kannte) und ihm mitgeteilt, dass das Schweizer Recht im Gegensatz
zu den USA eine Haftentlassung allein gegen Kautio nicht
zulaesst. Der Fall liegt in den Haenden der Justizorgane, deren
Entscheide auch fuer das EDA verbindlich sind. Jacobi
////

copie : BRF/JAC/DY
NNNN

Datum: 5.6.89
Tel. intern: 30.41

Visum:


i. A. 22.14.7.3,

Original direkt weitergeleitet

Grüne Kopie dodis.ch/66510

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 6. Juni 1989

Interne Verteilerliste + dipl Vertretungen

Betrifft: IH 23/89 + DP 18/89

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter Dayer	DD
Politisches Sekretariat	Botschafter Ducrey	DY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
KSZE-Dienst	Botschafter Schenk	SBL
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Fivat	LA FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Pedotti M. Fardo	SIN PGF TR
Dienst Frankophonie	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Frau Favre	RUE FE
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Koordinator Internationale Flüchtlingspolitik	Botschafter Weiersmüller	WER
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Keusch Minister Erard Minister Gyger	KJP ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater für europäische Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF

Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Spinner	SPI
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals Personalsektion	Hr. von Graffenried Hr. Brogini/Hr. Reich	GRP BRO/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Doswald	DW
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Rädetsdorf	RAE
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Hr. Giovannini Hr. Dannecker Hr. Beti Hr. Pasquier Frau Schelling R.	GI/ DAR BEI PA SGR
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger	Ke
CH-91	Botschafter Vallon	VAL
Zentralstelle Gute Dienste	Hr. Bill	BH

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Brunnaderstr. 76, Bern
(durch Chauffeur zugestellt)

Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan	Hamburg	Panama
Abu Dhabi	Hanoi	<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Harare	Paris (3)
Akkra	Havanna	Prag
Alger	Helsinki	Pretoria
Amman	Hong Kong	Quito
Amsterdam	Houston	Rabat
Ankara	Islamabad	Rio de Janeiro
Antananarive	Istanbul	Rom
Asuncion	Jakarta	San Francisco
Athen	Johannesburg	San José
Atlanta	Kairo	Santiago de Chile
Bagdad	Karachi	Sao Paulo
Bangkok	<u>Khartoum</u>	Singapur
Barcelona	Kigali	Sofia
Beijing	Kinshasa	Stockholm
<u>Beirut</u> NIKOSIA	Kopenhagen	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kuala Lumpur	Stuttgart
Berlin/BRD	Kuwait	Seoul
Berlin/DDR	Lagos	Sydney
Bogota	La Paz	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lima	Tel-Aviv
Bonn	Lissabon	Tokio
Bordeaux	London	Toronto
Brasilia	Los Angeles	Tripolis
Brüssel+Mission	<u>Luanda</u>	Tunis
Budapest	Luxembourg	Vancouver
Buenos Aires	Lyon	Warschau
Bukarest	Madrid	Washington
Canberra	Mailand	Wellington
Caracas	Manchester	Wien
Chicago	Manila	Yaoundé
Colombo	<u>Maputo</u>	Zagreb
<u>Conakry</u>	Marseille	Riad
Dakar	Melbourne	+ Mission permanente de la Suisse auprès des O.I., Wien
Damaskus	Mexiko	
Dar es Salaam	Montreal	
Den Haag	Monrovia	
Dhaka	Montevideo	
Djeddah	Moskau	
Dublin	München	
Düsseldorf	Nairobi	
Frankfurt a/Main	New Delhi	
Genua	New York, UNO+GK	
Guatemala	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- IH + DP